

EFJ Assemblée annuelle (AA)  
Lisbonne, Portugal,  
6 Juin 2018

## **Résolutions et déclarations adoptées par l'AA**

### **A. Sur la législation européenne**

#### **1. Sur les fausses informations**

*Proposé par le DJV, Allemagne*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018,

Demande à la Commission européenne et au Groupe d'expert de haut niveau sur les "fausses informations" de s'assurer que la stratégie publiée fin avril pour remédier aux "fausses informations" ne viendra pas limiter la liberté de la presse et d'expression en Europe.

On peut s'inquiéter que des publications légitimes soient identifiées comme de la "désinformation" et que cela empêche de les diffuser davantage.

L'assemblée annuelle salue la décision de la Commission de demander à ses Etats membres de mieux soutenir le journalisme de qualité afin de garantir un paysage médiatique pluraliste, diverse et durable.

Toutefois, l'AA pense également qu'utiliser le terme "journalisme de qualité" comme critère est inapproprié et que la promotion de médias indépendants et pluralistes a besoin d'être soutenue. Une limitation du terme journalisme de qualité concernant la production et la distribution d'informations de qualité sur les affaires européennes via des médias de données est insuffisante.

#### ***Justification***

*L'assemblée annuelle salue les efforts du secrétariat de la FEJ et instruit le comité directeur de continuer sa campagne et son lobbying contre les propositions de la CE/UE qui pourrait mener à des régulations étatiques, européennes ou juridiques qui pourraient limiter l'auto-régulation journalistique des contenus. Le comité directeur de la FEJ coordonnera et travaillera avec les affiliés dans leurs efforts.*

## **2. Sur la protection des lanceurs d'alerte**

*Proposée par le DJV, Allemagne*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018,

Salue l'initiative de la Commission européenne de proposer une législation pour la protection des lanceurs d'alerte à l'échelle européenne afin de mettre en place des normes minimales communes aux Etats membres.

Selon la FEJ, le système des trois paliers inscrits dans la proposition de directive n'est pas approprié car les potentiels lanceurs d'alerte devront d'abord épuiser les canaux internes, puis externes (agences par exemples) avant de pouvoir parler publiquement à un média.

Selon la FEJ, les potentiels lanceurs d'alerte doivent être capables de décider eux-mêmes s'ils souhaitent révéler une information d'abord en interne, auprès d'une agence ou directement auprès du public car seule de cette façon la protection prévue et nécessaire peut être garantie.

Par conséquent, l'AA donne instruction au Comité directeur de poursuivre la campagne vis-à-vis de la Commission européenne, du Parlement européen et des Etats membres afin qu'une protection légale soit également accordée aux lanceurs d'alerte qui font directement leurs révélations aux médias ou au public. Il soutiendra les actions de sensibilisation du public qui mettront en avant les bénéfices pour la société de prévoir des moyens fiables de lancer l'alerte à des journalistes, qui sont tenus par leur éthique professionnelle. L'AA appelle également les syndicats membres à s'impliquer autant que possible et à faire valoir leurs points de vue lors des consultations futures sur le projet de directive.

### ***Justification***

*La proposition de directive propose un système de trois canaux comprenant :*

- un canal de signalement interne ;*
- un signalement aux agences compétentes – si les canaux internes ne fonctionnent pas ou ne peuvent pas fonctionner après évaluation approfondie (e.g. si l'utilisation du canal interne peut compromettre l'efficacité des investigations par l'autorité responsable) ;*
- un signalement au public/média – si après le signalement via les autres canaux aucune action appropriée n'a été prise ou s'il y a un danger imminent ou une menace évidente à l'intérêt général ou s'il y a une menace de dégât irréparable.*

*L'information directe aux médias est seulement présentée comme une exception possible. Cela ne rend pas justice aux intérêts des lanceurs d'alerte puisqu'un tel système de signalement ne correspond pas au quotidien ni des lanceurs d'alerte, ni des journalistes.*

## **3. Les directives et lois sur le secret des affaires : un danger pour la démocratie**

*Proposée par le SNJ-CGT, France*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6

juin 2018,

- constate que le texte transposé de la directive européenne est sur le point d'être adopté en France, alors qu'il ne remplit pas l'objectif désiré : l'application du texte aux secteurs commerciaux compétitifs.
- Constate que les journalistes et lanceurs d'alerte ainsi que les représentants syndicaux et autres chercheurs sont directement touchés par le caractère vague des provisions qui menacent la liberté d'informer et d'être informé.
- Constate que la France est le second pays à faire la transposition et risque de donner un mauvais exemple aux autres pays.

Se positionnant contre un texte écrit en urgence, l'AA demande aux affiliés de la FEJ de se mobiliser et de partager toute information, réflexion et proposition sur le sujet.

#### **4. La crise dans l'industrie des médias à travers l'Europe**

*Proposée par la NUJ Irlande*

La motion suivante a été adoptée par l'AA 2017 ;

“Cette assemblée générale constate avec inquiétude les problèmes majeurs auxquels fait face l'industrie des médias à travers toute l'Europe.

Le désinvestissement dans la collecte des informations par les entreprises de presse, l'échec des Etats membres de l'UE et de la Commission européenne face au phénomène de concentration de la propriété des médias, combiné avec l'essor du journalisme basé sur les "clics", contribuent à la perte de crédibilité alarmante du public à l'égard des médias.

Le journalisme est désormais une profession à bas salaires, avec des travailleurs salariés et indépendants qui souffrent d'attaques soutenues sur leurs salaires.

L'essor des contrats précaires agit comme une barrière contre la diversité et diminue les conditions d'emploi des travailleurs des médias.

Le futur de la démocratie en Europe est basé sur l'existence de médias crédibles, forts, vibrants et divers.

En conséquence, cette Assemblée générale donne instruction au Comité directeur de la FEJ afin qu'il développe une campagne européenne pour l'amélioration d'un salaire équitable et de standards d'emploi au sein de l'industrie des médias. La campagne inclura un lobbying politique, une coopération avec les syndicats associés, les fédérations et la CES. »

Cette AA souhaite renouveler et renforcer la résolution de 2017 et donne instruction au Comité directeur de continuer les efforts existants pour l'amélioration des salaires et des normes d'emploi et ainsi, les développer lors d'une campagne européenne cohérente avec la motion de 2017.

## **B. Sur l'audiovisuel public**

### **5. Sur l'importance de l'audiovisuel public**

*Proposé par le syndicat finlandais des journalistes ; SINOS, Serbie; FNSI, Italie; DJV, dju in ver.di, Allemagne; le syndicat norvégien des journalistes ; NUJ RU & Irlande, United Kingdom ; SNJ-CGT, France ; GPA-DJP ; FAPE, Fesp, Espagne*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018,

Souligne de nouveau l'importance de l'audiovisuel public, notamment en cette période de prolifération des "fausses nouvelles".

L'audiovisuel public est une pierre angulaire de la démocratie. Il est là pour informer, éduquer et divertir le public de manière égale, de donner les informations pertinentes et de créer des expériences culturelles communes dans nos langues respectives.

L'audiovisuel public opère sur des plateformes multimédias car la technologie fournit de plus en plus de possibilités pour diffuser l'actualité au public. Cela ne saurait être possible s'il y a une mauvaise gestion, des interférences politiques et des réductions budgétaires diminuant sa capacité à accomplir sa fonction énoncée.

Cette assemblée annuelle félicite les affiliés qui ont été impliqués dans des campagnes fructueuses.

Elle note avec satisfaction que l'initiative "No Billag," qui aurait pu aboutir à la fin de la redevance, a échoué en Suisse.

En Italie, nos collègues syndicalistes ont contribué à intégrer les jeunes journalistes sur le marché de l'emploi et à donner l'exemple en mettant l'accent sur le bon usage de la langue, e.g quand il s'agit de traiter de la question des réfugiés ou des féminicides.

Au Royaume-Uni, la NUJ a amené en première ligne le sujet de l'inégalité des salaires à la BBC avec notre secrétaire générale et un membre de la NUJ témoignant au Parlement.

Nos collègues en Norvège ont montré comment préparer sûrement le service public pour l'avenir.

En Espagne, la vague de protestations des journalistes de la RTVE se joue sur fond d'interférence politique. Cette manipulation penche toujours en faveur du PP (parti conservateur). En particulier, les femmes journalistes à la RTVE ont lancé un mouvement qui consiste à porter des vêtements noirs lorsqu'elles apparaissent à l'écran. Cet appel à porter des vêtements noirs est devenu très populaire et très largement suivi.

En Autriche, l'audiovisuel public ORF est attaqué à plusieurs égards. Les hommes politiques accusent l'ORF de diffuser des mensonges ; un présentateur a été personnellement discrédité sur de fausses accusations, pour ne mentionner que quelques-unes des attaques.

En Serbie et dans d'autres pays des Balkans, les politiciens interfèrent constamment avec l'ordre du jour médiatique.

La situation des médias en Pologne et en Hongrie est toujours plus inquiétante.

En Pologne, la propagande pro-gouvernementale domine l'audiovisuel public et les programmes d'informations. Cette situation est tolérée par le régulateur KRRiT, bien qu'il soit inscrit dans la constitution qu'il a le devoir de s'assurer que les médias de service public couvrent les sujets d'intérêt général de manière équilibrée. Dans d'autres médias, la liberté de parole subit des pressions de la part des procureurs, les droits des journalistes à couvrir en direct le parlement est mis à mal ; les propriétaires de médias étrangers subissent des attaques de la part des autorités.

La décision du gouvernement danois de supprimer la redevance et de sabrer le financement de 20% font partie des pires actions menées par les politiciens.

Aussi la concurrence mondiale continue de faire le maximum pour presser les médias de service public hors des marchés.

Cette assemblée annuelle instruit le Comité directeur de la FEJ :

- conjointement avec le BREG, de demander aux affiliés de toute l'Europe d'alerter le CD en cas de menace pour le futur de l'audiovisuel public dans leurs régions.
- à forger des liens plus forts avec les autres syndicats impliqués dans l'audiovisuel public (UNI-MEI par exemple), les entreprises de radiodiffusion et l'UER afin de s'assurer que nos objections soient entendues quand les gouvernements ou les propriétaires de médias menacent les sources d'information libres et indépendantes de quelque manière, y compris politique et financière.

## **6. Sur la situation de l'audiovisuel public en Autriche avec lettre au gouvernement autrichien**

*Proposée par GPA-DJP, Autriche*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018,

Exprime sa profonde inquiétude au sujet des plans et mesures du nouveau gouvernement autrichien sur la réforme structurelle de l'audiovisuel public autrichien (ORF) ;

Les discussions en cours traitent jusqu'à présent d'un nouveau plan financier pour les aides aux médias, d'une nouvelle définition de la mission de service public et d'une réforme du conseil de consultation de l'ORF afin de réduire le nombre de représentants des salariés ou de massivement diminuer leurs droits.

Les réflexions comprennent le remplacement des droits de diffusion par des taxes. Cela rendrait le PDG de l'ORF directement dépendant du ministre des finances et augmenterait ainsi le risque de contrôle politique.

Durant des années, l'ORF a été sous pression financière (également sous d'autres gouvernements !)

La hausse de la redevance n'était pas indexée sur l'inflation. Un programme d'austérité rigoureux a entraîné une réduction de presque 20 pour cent de l'équipe ces dix dernières années. Et ce programme de réduction est toujours en cours.

Considérant avec grande inquiétude la hausse des attaques par les politiciens de parti d'extrême-droite contre l'ORF et notamment contre les journalistes d'investigation. Par exemple, les ministères ont affirmé sur les réseaux sociaux qu'ils ne veulent pas payer la redevance ("Zwangsggebühr") pour l'ORF ; le vice-chancelier a traité un présentateur de menteur ("Il y a un endroit où les mensonges deviennent vérité : c'est l'ORF"). Le présentateur a poursuivi l'affaire en justice et a reçu une compensation.

Le président du conseil du comité de contrôle de l'ORF a déclaré dans une interview qu'il réduira le nombre de correspondants s'ils n'obéissent pas aux consignes éditoriales - dénigrer la couverture médiatique de l'élection hongroise à cause d'une analyse critique de la politique d'Orban. Les journalistes ont protesté face à l'accusation de "mener la bataille finale de la gauche" ("Endkampf").

Nous savons que ce type de "politique des médias" n'est pas une invention autrichienne. Pendant des années nous l'avons vu à l'oeuvre dans d'autres pays européens, par exemple en Hongrie, en Pologne, et maintenant nous devons faire face à des attaques similaires en Scandinavie (Danemark).

Alors que nous sommes très inquiets de l'impact du journalisme de qualité en Autriche, un pays où le secteur du papier est presque en situation de monopole;

Cette AA donne instruction au Comité directeur d'écrire et adresser la lettre suivante au Ministre en charge de l'UE, des arts, de la culture et des médias (voir la lettre publiée ici

[:http://europeanjournalists.org/blog/2018/06/07/efj-calls-on-austrian-government-to-protect-public-service-media/](http://europeanjournalists.org/blog/2018/06/07/efj-calls-on-austrian-government-to-protect-public-service-media/))

## **7. Sur le média de service public et le pluralisme médiatique en Suisse**

*Proposée par syndicom et impressum, Suisse*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018,

Les médias de service public en Suisse sont sous pression. Le référendum appelé "No Billag", qui aurait mené à la suppression des médias de service public, a été rejeté par le peuple suisse à une grande majorité (71,6%) en mars 2018. Cependant, la lutte continue parce que les partisans de l'initiative "No Billag" n'abandonnent pas. Ils ont ainsi lancé de nouvelles attaques contre la radio et la télévision publiques et continuent de faire pression sur la SRG (Association suisse de radio et de télévision). Par conséquent, à travers un réflexe d'obéissance précipitée, la SRG a annoncé des mesures de réduction des coûts de 100 millions de francs suisses (84 millions d'euros).

Le temps presse car les quelques grandes entreprises médiatiques privées (Tamedia, Ringier, NZZ et AZ media) en Suisse ont chaque jour de nouvelles idées à travers la fusion des bureaux de rédaction et la réduction continue des effectifs. Ces entreprises médiatiques qui affirment publiquement qu'elles sont obligées de réduire leurs coûts sont toujours très rentables grâce aux plateformes de publicité en ligne. En

d'autres termes : il est grand temps d'investir davantage dans un meilleur journalisme. L'information est un bien public et ne doit pas être laissée au marché. Une démocratie a besoin de médias indépendants.

Syndicom, en coopération avec d'autres syndicats ainsi qu'avec l'association professionnelle impressum pour les médias de service public, plaide pour des médias de service public de radiodiffusion, pour la conservation du pluralisme des médias et le soutien direct des médias lié à un "mandat de performance" (Leistungsauftrag) et demande à la Fédération européenne des journalistes (FEJ), à travers son Comité directeur, de rester solidaire et de continuer à soutenir la lutte pour les médias de service public indépendants en Suisse, notamment par une campagne pour leur financement futur.

### **C) Liberté des médias et conditions de travail**

#### **8. Sur la Surveillance**

*Proposée par la NUJ, Royaume-Uni*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018, note que :

En 1996, la Cour européenne des droits de l'homme a déclaré:

"Eu égard à l'importance que revêt la protection des sources journalistiques pour la liberté de la presse dans une société démocratique et à l'effet négatif sur l'exercice de cette liberté que risque de produire une ordonnance de divulgation, pareille mesure ne saurait se concilier avec l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme que si elle se justifie par un impératif prépondérant d'intérêt public." (Goodwin c/ Royaume-Uni, affaire n°17488/90)

Les progrès des technologies de surveillance ont permis aux services de renseignement de l'État de cibler, de mettre sur écoute et de pister plus facilement les individus.

Dans toute l'Europe et au-delà, une grande partie de la législation qui prévoit une telle surveillance dans le cadre de la loi contient une protection insuffisante pour les journalistes et leur devoir professionnel le plus élevé de protection de leurs sources.

Par exemple, au Royaume-Uni, la Loi sur les pouvoirs d'investigation (2016) autorise les sources publiques à surveiller le téléphone et les métadonnées d'un journaliste sans notification préalable ni demande en audience publique.

En 2009, l'Allemagne a adopté une loi antiterroriste donnant plus de pouvoir aux autorités pour effectuer une surveillance discrète, y compris des communications des journalistes, si un intérêt public est détecté.

La nouvelle législation antiterroriste promulguée en France en 2015 a élargi les pouvoirs de surveillance et conféré aux forces de l'ordre des pouvoirs spéciaux de surveillance, y compris de nouveaux processus de

contrôle et de nouvelles méthodes d'enquête avec un contrôle judiciaire limité.

En Lituanie, la mise sur écoute de journalistes a été déclarée illégale par le tribunal régional de Vilnius en 2014 après qu'il ait été découvert que le Service spécial d'enquête avait mis l'agence BNS sur écoute pour tenter de découvrir leurs sources.

Il y a des dizaines d'autres exemples.

L'Assemblée décide:

- D'émettre une déclaration claire au nom de la FEJ exposant son opposition à toute surveillance de journalistes ou de matériel journalistique par des agences de l'Etat qui pourrait révéler l'identité de sources journalistiques confidentielles.

- D'exiger de tous les gouvernements que quoique les agences de surveillance étatiques entreprennent, le matériel journalistique doit être explicitement exclu des données accessibles, ou qu'une demande doit être dûment notifié en audience publique devant un juge avant que le matériel journalistique ne puisse être consulté.

- De travailler avec la FIJ pour faire connaître le problème aux affiliés, de recueillir des données sur l'état actuel de la surveillance du matériel journalistique et de soutenir la création d'un module de formation pour éviter la surveillance des journalistes, qui pourrait être proposé par les affiliés pour leurs propres membres.

## **9. Sur la violence à l'encontre des journalistes**

*Proposée par SinJor, Portugal and FAPE, Espagne*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018,

Reconnaissant que la violence à l'encontre des journalistes couvrant le sport est une réalité croissante. La violence contre les journalistes au Portugal a augmenté, spécialement celle dirigée contre ceux qui travaillent dans le domaine sportif. Leur sécurité, dans l'exercice de leurs fonctions, a été l'une des principales préoccupations du SJ au cours des derniers mois. La violence contre les journalistes est désormais un crime public au Portugal et c'est une grande réussite. Cependant, il reste encore beaucoup à faire. Nous considérons qu'un environnement sûr pour que les journalistes puissent accomplir leur travail en toute indépendance et sans aucune interférence est crucial pour toute société démocratique.

Cette AA donne instruction

- au Comité directeur d'accorder une attention particulière à la sécurité des journalistes
- à tous les affiliés à identifier les moyens de mieux protéger les journalistes dans leurs régions respectives et à fournir des informations et des idées au Comité directeur afin de renforcer le cadre légal protégeant les



journalistes.

## **10. Sur la cyberviolence**

*Proposée par DISK Basin Is, Turquie*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018,

Salue le rapport publié en avril 2017 par le Conseil de l'Europe intitulé « Les journalistes sous pression - Interférence injustifiée, peur et autocensure en Europe »;

Note avec inquiétude la principale conclusion du rapport selon laquelle la « cyberviolence » est la deuxième plus grande menace à laquelle sont confrontés les journalistes, après la violence psychologique. Le rapport souligne que 53% des journalistes européens affirment avoir été victimes de cyberviolence. En Turquie, ce sont 72% des journalistes;

Estime que les journalistes, qui partagent leurs articles ou leurs opinions sur les médias numériques, sont souvent victimes de harcèlement, de menaces et d'attaques. En Turquie, ces actes sont le fait de groupes pro-gouvernementaux ou soutenus par le gouvernement. Des enquêtes et des détentions peuvent faire suite à ces attaques organisées.

L'AA reconnaît la menace que représente la cyberviolence car elle a un impact sur la liberté de pensée et d'expression des journalistes et aboutit souvent à l'autocensure.

Elle charge le Comité directeur de la FEJ de

- dénoncer les actes de cyberviolence chaque fois qu'ils se produisent;
- promouvoir des opportunités de formation pour informer les journalistes sur la cyberviolence et améliorer leurs compétences pour se protéger ;
- faire campagne contre la cyberviolence et encourager les membres de différents pays à prendre part.

## **11. Sur les enquêtes relatives aux assassinats de journalistes au Kosovo**

*Proposée par : Journalists' Association of Serbia (UNS); Independent Journalists' Association of Serbia (NUNS) Journalists' Union of Serbia (SINOS) ; Association of Journalists of Kosovo (AGK)*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018,

Note avec inquiétude que vingt ans se sont écoulés depuis le début d'une série d'assassinats, d'enlèvements et de « disparitions » de quatorze journalistes serbes et albanais au Kosovo, sans que personne n'ait été traduit en justice pour ces crimes commis entre 1998 et 2005.

L'AA demande

1. Des enquêtes rapides et efficaces sur les crimes non résolus cités ci-dessous :

- l'enlèvement de Đuro Slavuj et Ranko Pereni, de Radio Priština, disparus lors d'une mission sur une route

locale près d'Orahovac le 21 août 1998;

- le meurtre d'Afrim Maliqi, journaliste à Priština le 2 décembre 1998;
- le meurtre d'Enver Maloku à Priština le 11 janvier 1999;
- la disparition de Ljubomir Knežević, correspondant du quotidien national "Politika" et journaliste du "Jedinstvo" de Priština, porté disparu à Vuitrn le 6 mai 1999;
- l'enlèvement de Milo Buljevi, employé de Radio-Télévision (RTV) Priština, à Priština le 25 juin 1999;
- le meurtre d'Aleksandar Simović, journaliste de Media Action International, à Priština, le 21 août 1999;
- l'assassinat de Krist Gegaj, rédacteur en chef de RTV Priština, le 12 septembre 1999;
- le meurtre du photojournaliste Momir Stokua à Priština le 21 septembre 1999;
- la disparition du journaliste serbe de Radio Kosovo, Marjan Melonaši, à Priština le 9 septembre 2000;
- l'assassinat de Shefki Popova, journaliste de "Rilindja" le 10 septembre 2000 à Vuitrn;
- le meurtre de Xhemajl Mustafa, journaliste du journal "Bota sot" à Priština le 23 novembre 2000;
- le meurtre de Bekim Kastrati, journaliste du journal "Bota sot" dans le village de Lauš près de Priština le 19 octobre 2001;
- le meurtre de Bardhyl Ajeti, journaliste et chroniqueur du journal "Bota sot", qui a été attaqué le 3 juin 2005 dans le village de Bresaljce, près de Gnjilane, et qui est décédé des suites de ses blessures le 28 juin 2005.

2. Que la mission EULEX et les Nations-Unies mettent en œuvre les décisions du Groupe consultatif des droits de l'homme, enquêtent sur les cas de journalistes et de professionnels des médias assassinés et enlevés depuis l'arrivée de la MINUK et indemnisent leurs familles ;

3. Que les procureurs de Priština et de Belgrade coopèrent dans les affaires de meurtres et d'enlèvements de journalistes et de professionnels des médias au Kosovo pour la période allant de 1998 à 2005 et publient régulièrement des rapports sur les résultats ;

4. Que les mandats des chambres spécialisées et du bureau du procureur spécialisé du Kosovo soient élargis pour inclure les cas des journalistes assassinés et disparus et des professionnels des médias ;

5. Qu'une commission soit créée à Priština pour enquêter sur les meurtres et enlèvements de journalistes et de professionnels des médias au Kosovo entre 1998 et 2005, qui inclurait des journalistes ;

L'AA charge le Comité directeur :

- de travailler avec d'autres organisations, comme d'autres syndicats, le Conseil de l'Europe, les Nations-Unies, pour suivre les enquêtes de ces meurtres et enlèvements, et faire connaître leurs résultats ;
- de soutenir par tous les moyens le projet de Convention sur la sécurité des journalistes que la FIJ veut soumettre à l'assemblée générale des Nations Unies. Elle propose la création d'un groupe d'experts international et indépendant dont la tâche serait de se renseigner sur les assassinats de journalistes impunis.

## **12. Sur les médias des Balkans occidentaux**

*Proposée par BH Journalists Association, Association of Journalists of Kosovo, Trade Union of Media of Montenegro, Croatian Journalists' Association, Trade Union of Croatian Journalist, Trade Union of*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018,

Exprimant ses préoccupations concernant l'état des libertés et des conditions de travail dans les médias des Balkans occidentaux ;

Exprimant sa solidarité avec les affiliés de la FEJ de la région mentionnée et saluant leurs efforts pour changer la situation.

Tous les rapports internationaux et nationaux pertinents confirment que le niveau des libertés médiatiques dans les Balkans occidentaux se détériore.

Le nombre d'attaques contre des journalistes ne diminue pas, tandis que les incidents contre les journalistes et les médias restent non résolus ; il n'y a pas de dialogue social dans certains des pays et l'adhésion à un syndicat est interdite. En raison des pressions venant de tous les côtés, l'autocensure parmi les journalistes est clairement visible, ce qui empêche les journalistes de travailler dans l'intérêt public.

En ce qui concerne ce qui précède, l'AA charge le Comité directeur de :

1. Poursuivre l'intensification de sa présence et de ses activités dans les Balkans occidentaux afin de fournir une aide concrète à ses affiliés.
2. Puisque les gouvernements nationaux sont en mesure d'influencer directement la liberté des médias, la création d'un environnement de travail favorable et une meilleure facilitation du dialogue social, pour s'adressera individuellement aux gouvernements nationaux et aux ministères compétents des six pays. Les lettres doivent être rédigées et envoyées en coopération avec les affiliés de chaque pays qui définiront et s'uniront autour des objectifs communs et des questions à souligner comme les plus urgents.
3. Lorsqu'elles s'adressent aux autorités des pays participant au processus de négociation concernant l'adhésion à l'Union européenne ou dans lesquelles ce processus a été bloqué, les lettres devraient souligner l'importance de l'adhésion et de l'adoption des valeurs de l'UE, notamment en matière de liberté des médias .

L'AA charge le Comité directeur d'aider à mettre sur pied un groupe d'experts internationaux indépendants dans le but de surveiller les enquêtes sur ces meurtres et enlèvements de journalistes menées par la MINUK et EULEX et de publier leurs résultats.

### **13. Sur l'adhésion à l'UE**

*Proposée par le DJV, Allemagne*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018,

exhorte toutes les parties impliquées dans les négociations d'adhésion à l'UE à mettre en pratique la liberté de la presse et le pluralisme des médias ainsi que des conditions de travail équitables pour les journalistes d'Europe du Sud-Est.

La liberté des médias doit être un des critères politiques d'adhésion à l'UE. Plus que jamais, la liberté des médias doit être une obligation absolue pour la Serbie et le Monténégro ainsi que de tout autre futur pays de la région en voie d'adhésion.

En même temps, la FEJ appelle les institutions européennes à scruter vigoureusement l'inaction des autorités de supervision, celles qui affichent un mépris des lois sur les médias et toute situation où les politiques ou les chefs d'entreprise exercent une influence sur la production de la presse.

### ***Justification:***

*Selon la version finale du projet de stratégie de la Commission européenne pour les Balkans occidentaux publiée en février 2018, la Serbie et le Monténégro pourraient potentiellement être prêts à rejoindre l'UE d'ici 2025. Plusieurs organisations membres de la FEJ issues d'Europe du Sud-Est - comme confirmé lors d'une audition à Bruxelles en janvier 2018 - subissent très souvent des restrictions directes ou indirectes en matière de liberté de la presse. Cela vaut encore plus pour les pays d'Europe du Sud-Est qui, à moyen terme, aspirent également à adhérer à l'UE. Les membres de la famille européenne doivent accepter et promouvoir la liberté de la presse comme un principe essentiel de la démocratie. En solidarité avec nos collègues de l'Europe du Sud-Est, il faut s'assurer que tout nouvel État membre de l'UE réponde à ces exigences. Plus que jamais, la Commission européenne doit tenir compte de cet aspect tout au long du processus d'adhésion.*

## **14. Sur la Turquie**

*Proposée par DISK Basin Is, TGS, Turquie*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018,

constate avec inquiétude que, depuis le coup d'état sanglant de juillet 2016, la répression du gouvernement Erdogan contre les journalistes turcs continue sans relâche, emprisonnant les journalistes, fermant les chaînes de télévision et de radio et censurant Internet - début mars 2018, environ 158 travailleurs des médias ont été incarcérés dans les prisons turques ou sont en procès ; près de 200 médias ont été fermés et près de 3000 employés du secteur des médias se sont retrouvés sans emploi.

L'AA note qu'à l'occasion du deuxième anniversaire du coup d'État, le journalisme en tant que profession est devenu presque impossible en raison des lois et des mesures imposées par le gouvernement. Au cours des trois derniers mois, de nombreux journalistes ont été condamnés pour avoir fait preuve de solidarité avec d'autres journalistes. Certains, comme Sibel Hürtaş, rédactrice pour *Artı Gerçek*, ont été arrêtés pour « propagande terroriste » sur base de leurs publications sur les médias sociaux, ce qui a même conduit d'autres à craindre de partager leurs écrits sur Twitter. D'autres, y compris des hauts responsables syndicaux, ont été emprisonnés pour avoir exprimé leur solidarité avec leurs collègues sous pression.

Des procès fréquents continuent de faire les gros titres des journaux, tel que l'emprisonnement le 18 mars

dernier par un tribunal d'Istanbul d'au moins 22 journalistes pour avoir prétendument aidé un réseau que la Turquie accuse d'avoir orchestré le coup d'État manqué. Tous ces derniers développements indiquent que le gouvernement continuera à cibler les organisations de médias et les journalistes.

L'AA note également l'aggravation de la situation des journalistes étrangers travaillant en Turquie, comme en témoigne le cas du correspondant allemand de Die Welt, Deniz Yucel, qui a été incarcéré durant un an pour inculpation de terrorisme, association avec des terroristes et la condamnation par contumace à deux ans de prison de la journaliste du Wall Street Journal, Ayla Albayrak, accusée de "propagande terroriste".

L'AA condamne la détention arbitraire prolongée et l'isolement des détenus, y compris la réduction des visites au strict minimum, l'interdiction de la correspondance et l'utilisation de vêtements de déshumanisation et déplore l'absence de recours judiciaires faisant suite à la paralysie de la Cour constitutionnelle turque depuis que l'état d'urgence a été déclaré.

L'AA salue les actions des professionnels des médias, des journalistes et des militants de la liberté de la presse du monde entier qui ont rejoint les manifestations appelant à la libération de tous les journalistes emprisonnés en Turquie. Elle se félicite de la campagne conjointe de la FEJ et de la FIJ et de leurs nombreuses initiatives internationales en faveur de leurs syndicats et de leurs membres en Turquie, en assistant les missions de solidarité, en fournissant des soutiens financiers et en envoyant des observateurs aux procès.

L'AA charge le Comité de direction de continuer à soutenir ces initiatives. Coopérer en particulier avec la FIJ pour :

- Aider à renforcer le monitoring des violations de la liberté de la presse en Turquie (fermeture des médias, procès et/ou emprisonnement des journalistes, allégations de torture) et veiller à ce que ces violations soient documentées et diffusées ;
- Mobiliser les syndicats membres, le mouvement ouvrier au sens large et les groupes de défense des droits civiques en faisant pression sur les autorités turques en protestant contre le harcèlement contre la presse et les médias, en soulevant des cas individuels et en exhortant les représentants du gouvernement à agir, suivre ces cas et dénoncer les faits de torture et d'autres formes de pression ;
- Travailler avec la CES et la CSI pour impliquer le mouvement syndical mondial dans des activités de solidarité avec les journalistes turcs, en produisant des briefings sur les procès en cours, en faisant du lobbying auprès des politiques et en rendant visite aux ambassades turques pour protester contre les procès importants.

## **15. Sur la solidarité avec les travailleurs de Schweizerische Depeschenagentur (SDA-ATS)**

*Proposée par syndicom, Suisse*

L'Assemblée annuelle de la FEJ, réunie à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018,

Notant qu'aujourd'hui, l'Agence télégraphique suisse est la seule agence suisse d'information sur la politique,

l'économie, la culture et le sport dans les trois langues nationales, allemand, français et italien. L'ATS produit environ 188.000 nouvelles et 50.000 rapports sportifs par an ; jusqu'à présent, environ 180 éditeurs ont partagé 150 postes à temps plein. Le siège du bureau SDA-ATS est à Berne, les bureaux régionaux incluent Zurich, Lausanne et Bâle.

L'ATS a été fondée en 1894, elle appartient aux éditeurs de médias suisses, principalement Tamedia (30%), NZZ, AZ et la SRG (10%). Bien qu'elle soit établie en tant que société par actions, l'ATS, durant ses 120 années d'existence, n'a pas poursuivi d'objectifs de profit. Le surplus, modéré, accumulé au fil des années a été utilisé pour constituer des économies pour l'organisation. L'ATS a des filiales et des parts, entre autres dans AWP (Nouvelles économiques et financières) et dans l'agence de photographie Keystone (50%, avec l'agence autrichienne APA).

Notant l'aggravation du conflit entre la direction et les syndicats/travailleurs alors que le conseil d'administration et la direction générale ont renoncé à tous leurs principes et à toutes leurs valeurs le 8 janvier : la réduction d'un quart des postes éditoriaux a été annoncée, suivie de la fusion de l'agence Keystone. Le message de licenciements massifs, le fait que toutes les femmes de plus de 60 ans et tous les hommes âgés de 61 ans sont parmi ceux licenciés 4 ans avant leur retraite officielle, et la mauvaise culture du dialogue de la direction de l'entreprise, a mobilisé l'ensemble de l'équipe de l'ATS.

#### La grève

La grève de trois heures du 23 janvier n'ayant entraîné aucune amélioration, l'assemblée de rédaction a entamé pour la première fois dans l'industrie suisse des médias une grève illimitée : toute l'équipe éditoriale a commencé à faire grève le 30 janvier. Au quatrième jour de grève, il fut décidé d'accepter l'offre de négociation et d'ajourner la grève. Après plusieurs sessions, le conseil d'administration a arrêté les négociations le 16 février et l'Office fédéral des négociations est impliqué comme médiateur dans des négociations pour une convention collective. Les travailleurs ont accepté les négociations avec la médiation. Il a fallu près de deux mois avant que l'Office fédéral n'intervienne parce qu'il était surchargé administrativement. Les négociations avec l'Office des négociations devraient commencer le 17 mai et pourraient durer jusqu'au début du mois de juillet, selon les suggestions du médiateur.

Les revendications des travailleurs dans ce conflit de travail sont les suivantes :

Mettre un terme aux suppressions d'emplois et aux réductions d'échelle, renforcer les droits des travailleurs à des procédures réelles, améliorer le régime de licenciement pour les inévitables suppressions d'emplois, en particulier pour les femmes de plus de 60 ans et les hommes de plus de 61 ans licenciés malgré une affiliation souvent ancienne avec l'organisation et sans retraite anticipée suffisamment financée. Le conflit collectif du travail et l'engagement du personnel de l'ATS ont gagné la sympathie d'autres travailleurs des médias ainsi que de politiciens. Le conflit a rendu le grand public plus conscient de l'ATS et de son rôle dans l'ensemble du système médiatique. Le conseil d'administration, la direction de l'entreprise, dont le PDG Markus Schwab, ainsi que les principaux actionnaires ont reçu beaucoup de critiques de la part du public. Néanmoins, ils continuent à tenter, bien qu'avec des moyens plus subtils, de mettre en œuvre leur plan initial.

Les travailleurs sont apparus très unis et solidaires, dirigés par une commission éditoriale jeune et engagée. Néanmoins, il y a aussi des signes de fatigue : les départs volontaires augmentent. Jusqu'à la fin du mois

d'avril, 19 personnes ont déjà présenté leur démission volontaire. Le fonctionnement normal des bureaux de rédaction fonctionnant en équipes est menacé parce que le sommet de l'organisation offre sélectivement à certains de ceux qui ont remis leur préavis de nouveaux contrats de travail (mais temporaires). En attendant, la réorganisation des départements progresse lentement et la portée et la qualité des futures performances de l'agence sont mises en question. Avant la fusion officielle avec les actionnaires de Keystone, un dividende unique de 12,6 millions de francs (soit environ 10 millions d'euros) a été attribué à la fin du mois d'avril, divisant ainsi la plus grande partie de l'épargne accumulée. Le motif en était apparemment que les actionnaires recevraient l'argent avant que l'APA autrichienne ne devienne le nouvel actionnaire principal (30%). Nous avons rendu cet événement public avec une conférence de presse parallèle le jour de l'assemblée des actionnaires. Cet argent manquera à la société créée par la fusion.

Sur le plan politique, le projet de moderniser l'agence pour opérer d'une manière indépendante (sponsors) en partie avec des moyens publics a plus de sens. Cependant, cela ne sera possible que sur le moyen terme - si c'est un jour possible. Par conséquent, le subventionnement partiellement public de l'ATS avec au moins 2 millions de francs provenant de la redevance pour la radio et la télévision comme suggéré par le Conseil fédéral devrait être soutenu. La condition est que le service de base de l'ATS ne fonctionne pas à but lucratif et qu'il soit ainsi être séparé dans une unité organisationnelle distincte.

Les employés demandent en outre deux sièges au futur conseil d'administration de Keystone-ATS. Des contacts avec le conseil d'administration de l'APA ont révélé que c'est le cas pour l'Autriche. Il est prévu d'intensifier ces contacts.

L'AA donne instruction au Comité directeur de la Fédération européenne des journalistes (FEJ) d'exprimer sa solidarité avec les travailleurs de la SDA et de soutenir la lutte de leurs collègues pour leur travail.

## **16. Sur l'égalité salariale et l'écart de rémunération entre les sexes**

*Proposée par la NUJ, Royaume-Uni., SinJor, Portugal*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018, reconnaît :

La prévalence de l'inégalité salariale et des pratiques de recrutement déloyales dans de nombreux secteurs de l'industrie des médias en Europe.

Le scandale croissant au sujet de l'inégalité salariale et de l'écart de rémunération entre les sexes à travers l'Europe et notamment au Royaume-Uni, où le Syndicat national des journalistes (NUJ) en Grande-Bretagne et en Irlande s'est organisé avec succès sur la parité salariale aboutissant à 180 cas individuels déposés à la BBC, le service public britannique, déclenchant un nombre croissant de cas et de règlements dans de nombreux autres médias.

Ces mots et études ne sont pas suffisants pour lutter contre les inégalités dans les médias.

Cette assemblée conclut qu'il est vital que les syndicats de journalistes mènent la lutte sur cette question

vitale et charge par conséquent le Comité directeur de:

- Coordonner une stratégie et une campagne à l'échelle européenne pour mettre fin à la discrimination en matière de rémunération et d'opportunités pour les femmes journalistes
- Partager les bonnes pratiques parmi les affiliés pour aider à organiser et à recruter des femmes journalistes sur cette question importante
- Faire du lobbying et lancer des campagnes pour assurer une plus grande transparence parmi les organisations de médias et des engagements à des plans d'action luttant contre la discrimination au travail
- Coordonner les meilleures pratiques pour parvenir à un équilibre entre vie professionnelle et vie privée et garantir des changements significatifs dans les cultures professionnelles dans les organisations de médias à travers l'Europe.
- Encourager les affiliés à obtenir une plus grande participation des femmes à tous les niveaux de leurs structures.
  - Organiser des visites dans les principales rédactions dans ses pays membres en coopération avec les syndicats et associations nationales et rapporter publiquement les résultats de ces missions de terrain.

### **17. Sur les “travailleurs précaires et le journalisme précaire”**

*Proposée par SinJor, Portugal, FAPE, Espagne*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018,

demande instamment à la FEJ de renforcer son soutien à ses affiliés nationaux dans leurs efforts pour améliorer les conditions de vie et de travail actuelles des travailleurs-journalistes précaires, non seulement ceux qui n'ont pas de contrat à durée indéterminée, mais aussi ceux à bas salaires actifs dans les secteurs public et privé.

Cette action devrait inclure des pressions sur les gouvernements européens pour qu'ils considèrent le journalisme comme un bien public et comme un pilier de la démocratie et les inviter à agir en conséquence.

Cette action devrait inclure des visites dans les salles de rédaction européennes, un relevé des conditions mentionnées et, ensuite, la publication d'un rapport public à l'attention à la fois des gouvernements et des institutions de l'UE.

### **18. Sur Google**

*Proposée par SNJ-CGT, France*



L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018,

L'assemblée annuelle de la FEJ s'émeut de ces opérations qui peuvent être assimilées à des opérations de lobbying de la part de Google en vue de s'attirer la bienveillance des éditeurs européens pour la réutilisation de leurs contenus.

Les sommes en jeu sont insignifiantes comparées aux énormes bénéfices de Google (25,98 milliards de dollars en 2016).

L'assemblée annuelle de la FEJ s'émeut de la complicité des éditeurs européens qui sont prêts à vendre leurs contenus pour quelques milliers d'euros.

L'assemblée annuelle de la FEJ condamne ces opérations et, surtout, l'attitude des éditeurs européens qui ignorent les droits patrimoniaux et moraux des journalistes, auteurs et seuls propriétaires des contenus bradés à vil prix à Google.

L'assemblée annuelle de la FEJ condamne l'attitude des éditeurs qui poursuivent dans leur volonté de nier les droits des auteurs salariés et de réécrire à leur seul profit une législation plus que centenaire sur le droit d'auteur.

L'AA de la FEJ salue les efforts de l'AREG pour obtenir un partage équitable des revenus que les éditeurs peuvent attendre des acteurs numériques tels que Google avec la nouvelle directive sur les droits d'auteurs.

Toutefois, l'AA demeure préoccupée par les abus de droit de tels acteurs et demande au CD de sensibiliser ses affiliés et leurs membres au sujet de leurs droits et des moyens de les protéger. De la même façon, le CD sensibilisera les institutions européennes et internationales.

L'AA de la FEJ demande à son comité directeur de suivre de près les pratiques de Google et de les dénoncer en cas de violation des droits des journalistes.

## **19. On Ukraine**

*Proposée par le SNJ-CGT, France and NUJU, Ukraine*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018, condamne les violences verbales et sur internet toujours plus importantes contre les journalistes en Ukraine.

Le 30 mai 2018, Larissa Sargan, porte-parole du procureur général d'Ukraine, a posté sur son profil Facebook une liste des 26 « traîtres » qui ont critiqué les autorités policières après le soi-disant « meurtre » à

Kiev du journaliste russe Arkady Babchenko. Le « meurtre » était en fait une opération du Service de sécurité d'Ukraine (SBU) qui a monté de toute pièce l'assassinat de Babchenko. Deux journalistes se trouvaient dans la liste de Larissa Sargan : Myroslava Gongadze et Sergiy Tomilenko, le président du syndicat national des journalistes d'Ukraine (NUJU), un affilié de la FEJ.

L'AA constate que l'opération de désinformation organisée par les autorités ukrainiennes affecte sérieusement la crédibilité des journalistes car l'opinion public est intentionnellement trompé par l'opération de propagande.

Le 16 mai 2018, Iryna Gerashchenko, première vice-présidente au Parlement Ukrainien, a verbalement attaqué NUJU. Elle l'a accusé de co-opérer avec « les propagandistes du Kremlin ». Les jours qui ont suivi, Sergiy Tomilenko faisait l'objet de menaces sur internet (principalement des posts et commentaires sur Facebook) appelant les services de sécurité ukrainiens à le mettre en prison.

L'AA donne instruction au CD de donner tout son soutien aux collègues ukrainiens, à son affilié NUJU et à son travail sur la sécurité et la protection des journalistes en Ukraine et à l'étranger, et de condamner fermement la campagne d'intimidation des autorités publiques ukrainiennes et d'appeler les autorités ukrainiennes à mettre fin à tout acte de harcèlement ciblant les journalistes et les représentants des organisations de journalistes.

L'AA donne instruction au CD de demander le renouvellement de la ligne rouge via la FIJ et la FEJ entre les deux syndicats en cas d'urgence.

L'AA donne instruction au CD de demander aux deux gouvernements (Russie et Ukraine) de protéger les journalistes travaillant dans la région, et de libérer les journalistes emprisonnés ou poursuivis.

## **20. Sur la TVA pour les publications en ligne**

*Proposée par le syndicat suédois des journalistes, le syndicat danois des journalistes, l'union des journalistes de Finlande, le syndicat norvégien des journalistes et l'union des journalistes d'Islande*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, se réunissant à Lisbonne, Portugal, le 6 juin 2018, note que :

La réunion de l'Ecofin à Bruxelles du 25 mai n'a pas abouti à un accord sur un régime de TVA pour les publications électroniques. Le gouvernement suédois a fait savoir qu'il pourrait prendre d'autres mesures afin d'imposer une TVA moins élevée sur les médias en ligne, à moins que l'Ecofin ne parvienne à un accord lors de sa prochaine réunion du 22 juin. Le gouvernement danois a déjà proposé de telles actions.

La différence de taux de TVA appliqué entre le contenu d'information imprimé et l'information en ligne constitue une question urgente pour l'industrie des médias. Une TVA moins élevée sur les médias en ligne est essentielle pour permettre aux organes d'information de survivre dans le nouveau paysage médiatique.

L'incapacité des ministres des Finances de l'Union européenne à trouver un accord sur cette question

importante nuit aux médias dans toute l'Union européenne.

L'assemblée annuelle charge le Comité directeur d'inviter les ministres des Finances de l'Ecofin à trouver une solution qui mettra fin à l'indéfendable différence de taux de TVA entre les contenus d'information imprimés et ceux en ligne.

## **21. L'indépendance de l'AFP, 3ème agence mondiale, en danger**

*Proposée par le syndicat français SNJ-CGT*

L'AFP a été le théâtre d'un véritable putsch initié par le gouvernement français qui a imposé à sa tête un nouveau PDG Fabrice Fries, ex-dirigeant de l'entreprise de publicité Publicis Consultants, mettant en danger l'indépendance de la 3ème agence de presse mondiale.

Cette « élection surprise » est, sur la forme, condamnable par une méthode qui a permis d'éliminer l'ancien PDG avec le soutien des administrateurs de la presse écrite pour imposer le candidat officiel choisi par les représentants de l'Etat.

Sur le fond, l'arrivée de Fabrice Fries à la tête de l'AFP marque un tournant : son projet vise à faire de l'AFP une entreprise rentable, "au point qu'un investisseur privé pourrait en théorie être intéressé de monter à son capital", avait écrit le nouveau PDG, évoquant la création d'une "société anonyme à capitaux publics" dans sa déclaration de candidature. Le mot de "profits", jusqu'ici banni dans la culture de l'agence (qui n'a ni capital, ni actionnaire), revient régulièrement.

Ce projet va mettre directement en cause la pérennité du modèle de fonctionnement de l'agence, unique en son genre. Le statut de l'agence (voté en 1957 par le Parlement) a en effet assuré depuis 60 ans le rayonnement national et international de l'AFP tout en mettant sa rédaction largement à l'abri des pressions économiques, financières ou politiques. Le statut actuel est essentiel pour préserver la qualité des informations fournies à l'ensemble des médias du monde entier.

Considérant que la mainmise du pouvoir politique sur l'AFP constitue une grave menace sur le contenu de l'information, l'AG de la Fédération européenne des journalistes (réunie le 6 juin à Lisbonne), demande au Comité directeur de saisir urgemment, via une alerte, la plateforme ad hoc du Conseil de l'Europe pour mise en cause de la vocation de la 3ème agence mondiale qui doit être maintenue en dehors du champ des impératifs du marché et des pressions politiques.

L'AG propose en outre de donner mandat au Comité directeur pour la mise en place d'un groupe d'experts (spécifique ou à l'intérieur du groupe Digital) sur les agences de presse mondiales (notamment Reuters, AP et AFP) en raison du poids qu'elles représentent dans la diffusion de l'information auprès des médias tous supports et la fiabilité de leurs dépêches au moment où le monde politique prétend lutter contre les « fake news ».

## **22. Sur le fonds de sécurité syndicale EDOEAP Fund en Grèce**

*Proposé par JUADN, PEPU et ESIEMTH*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, réunie à Lisbonne, au Portugal, le 6 juin 2018, note avec inquiétude l'opinion d'EUROSTAT récemment publiée et confirmée à la fin du mois de mai lors de réunions avec le gouvernement,

classifiant le fonds de sécurité sociale des syndicats, EDOEAP, comme étant du ressort du gouvernement grec, bien qu'il s'agisse d'une entité indépendante soutenue financièrement par les contributions des employés des médias et des employeurs et ne recevant pas un seul euro des dépenses publiques.

L'assemblée annuelle rappelle que les journalistes et les professionnels des médias grecs ont fait de gros sacrifices pendant de nombreuses années, entraînant des réductions de salaire de plus de 40%, un chômage massif et des conditions de travail précaires, alors que les médias ont dû faire face à l'une des plus graves crises économiques ;

L'année dernière, les journalistes grecs, ainsi que tous les travailleurs des médias mobilisés par leurs syndicats, ont trouvé un compromis honorable pour sauver le Fonds EDOEAP, couvrant les frais médicaux et pharmaceutiques des soins de santé des travailleurs et de leurs familles, ainsi que leurs pensions subsidiaires. Cependant, la troïka et certains employeurs des médias ont exigé du gouvernement grec de prendre de nouvelles mesures visant à dégrader le nouveau fonds EDOEAP couvrant non seulement les journalistes et le personnel administratif des médias, mais aussi tous les professionnels des médias du pays, quelles que soient leurs occupations professionnelles.

À l'heure actuelle, alors que les journalistes et les professionnels des médias grecs font face à une nouvelle attaque contre leurs droits en matière de sécurité sociale, l'assemblée annuelle de la FEJ charge le comité directeur de la FEJ de:

- appeler instamment le gouvernement grec à ne pas céder aux nouvelles revendications de la troïka et aux pressions de certains employeurs des médias ;
- exprimer un soutien et être solidaire de tous les journalistes européens pour la lutte des collègues grecs mis à l'épreuve par des politiques d'austérité sévères ;
- exprimer un soutien et une solidarité de la part de tous les journalistes européens en faveur des journalistes grecs et soutenir leur juste bataille pour maintenir l'autonomie et l'élargissement du Fonds EDOEAP, couvrant les soins médicaux et pharmaceutiques et la retraite subsidiaire de tous les médias nationaux ;
- soutenir les journalistes et les travailleurs des médias grecs dans leur lutte pour réguler les conditions de travail garantissant les droits élémentaires de la sécurité sociale et la conclusion de conventions collectives de travail dans les médias.

## **23. Sur la préservation de la diversité des médias et des ressources disponibles pour le travail journalistique au sein de Tamedia, le plus grand groupe de médias privés en Suisse**

Contexte : Tamedia est la plus grande société de médias privée en Suisse. Le groupe a des titres dans tout le pays. Les médias de référence des régions et des centres économiques les plus importants de Suisse sont en leur possession. Tamedia contrôle 68% du marché de la presse en Suisse romande et 40% en Suisse alémanique.

Appel : L'assemblée annuelle de la FEJ se réjouit que Tamedia ait fait une contribution très importante dans le passé à la force du journalisme indépendant et de qualité en Suisse. Cependant, compte tenu du poids économique de Tamedia, de ses gains annuels considérables et de récents développements, l'assemblée annuelle appelle Tamedia à prendre ses responsabilités vis-à-vis de la société et de la démocratie suisses qui lui ont permis de se développer dans le passé. Il est maintenant temps de redonner à cette société et de soutenir la diversité et la qualité des médias journalistiques en utilisant les ressources disponibles dans le groupe.

L'assemblée annuelle appelle les Parlements fédéral et cantonal à soutenir les médias avec des moyens publics plus importants pour compenser la perte de ressources due notamment à l'évolution du marché publicitaire. C'est le seul moyen de garantir la liberté d'information, qui est un droit fondamental garanti à la fois par la CEDH et la Constitution fédérale suisse.

L'assemblée annuelle donne instruction au Comité directeur de continuer à soutenir ses affiliés suisses dans les efforts déployés aux fins exprimées dans le cadre de l'appel ci-dessus.

---

## **Déclarations**

### **Allemagne – Les journalistes en grève**

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, réunie à Lisbonne, au Portugal, le 6 juin 2018, soutient sans réserve les syndicats allemands DJV and dju/ver.di dans leur négociations collectives en cours pour des salaires plus élevés pour les rédacteurs et reporters. Elle demande urgemment au BDZV, l'association des éditeurs de journaux allemands, de rendre le métier de journaliste plus attractif grâce à une hausse significative des salaires.

Selon l'index du coût de la vie, les journalistes employés par la presse en Allemagne ont subi une baisse continue des salaires depuis 15 à 20 ans. Il devient de plus en plus difficile de trouver des jeunes professionnels qui veulent commencer leur carrière dans le journalisme, alors qu'il constitue un pilier majeur de la démocratie. Afin de produire un journalisme de qualité dans le futur, il est essentiel de retrouver un cadre attractif pour ceux qui assument les défis toujours plus importants de cette profession. Les éditeurs doivent prendre conscience de leur responsabilité pour garantir des conditions de travail adéquates aux journalistes. Après presque cinq mois de négociation, ils ont finalement refusé l'offre d'augmenter modérément les salaires, légèrement au-dessus du taux d'inflation.

L'assemblée annuelle de la FEJ encourage les journalistes de presse allemands à continuer leurs grèves jusqu'à ce que les éditeurs fassent une offre raisonnable, qui reflèterait l'appréciation qu'ils ont du travail difficile de leurs employés.

## **La violence contre les journalistes en Grèce**

*Proposée par JUADN*

L'assemblée annuelle de la Fédération européenne des journalistes, réunie à Lisbonne, au Portugal, le 6 juin 2018, reconnaît que la violence contre les journalistes qui couvrent les manifestations sportives est une réalité grandissante. La violence contre les journalistes en Grèce a augmenté, notamment pour ceux spécialisés dans le sport. Leur sécurité, dans l'exercice de leur fonction, a été l'une des principales préoccupations de ces derniers mois. La violence contre les journalistes est maintenant un crime au Portugal, et cela est une grande avancée. Toutefois, il y a encore beaucoup à faire. Nous considérons que mettre en place un environnement sans danger pour que les journalistes puissent travailler en toute indépendance et sans interférence est essentiel pour toute société démocratique.

L'AA donne instruction :

- au comité directeur de prêter une attention toute particulière à la sécurité des journalistes ;
- à tous les affiliés de demander une meilleure protection pour les journalistes dans leurs propres régions et de fournir des informations et des idées au comité directeur pour offrir de meilleures protections juridiques pour les journalistes et des formations pour les journalistes.